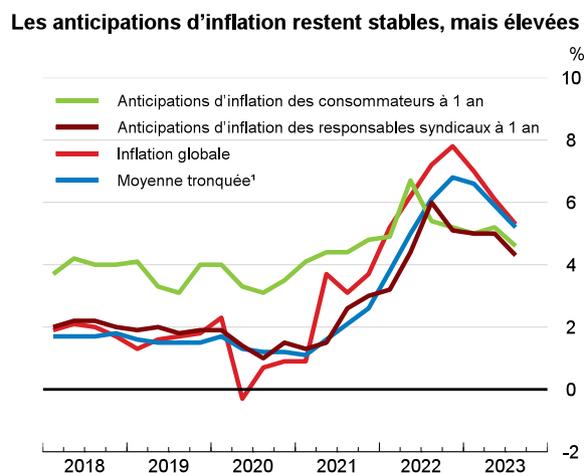
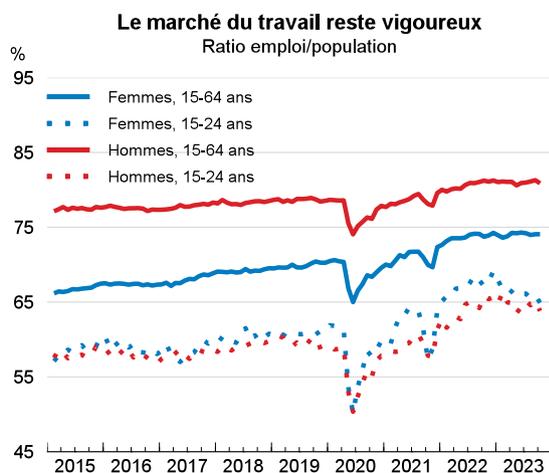


Australie

La croissance du PIB réel devrait ralentir, passant de 1.9 % en 2023 à 1.4 % en 2024, avant de rebondir à 2.1 % en 2025. L'impact cumulé de la hausse des taux d'intérêt et l'augmentation du coût de la vie freineront les dépenses des ménages et des entreprises pendant les années à venir, phénomène qui sera néanmoins partiellement compensé par le maintien d'une forte croissance de la population d'âge actif et la reprise en cours des exportations dans l'enseignement et le tourisme. Le taux de chômage devrait augmenter modérément pour atteindre 4.4 % à la mi-2025. L'inflation se modérera, grâce à l'atténuation des tensions inflationnistes mondiales, même si l'inflation de certaines composantes des services devrait rester élevée tout au long de 2024.

Des réformes budgétaires s'imposent pour améliorer la viabilité des finances publiques. Réduire les allègements sur les pensions privées et accroître les recettes tirées des impôts sur les biens et les services permettraient d'accroître les recettes, dans un contexte d'augmentation des coûts budgétaires liés au vieillissement de la population et à la transition climatique. L'adoption de mesures propres à améliorer l'efficacité des dépenses publiques, notamment en encourageant la prise en charge des patients dans des structures de soins primaires et en favorisant la mise en place de politiques de prévention en matière de santé, constitue également une priorité.

Australie



1. La moyenne tronquée est le taux moyen de l'inflation après exclusion des postes ayant connu les variations les plus sensibles des prix (positives ou négatives). Il s'agit de la moyenne pondérée des postes qui sont à l'origine de 70 % du poids du panier au milieu de la distribution. Source : OCDE, statistiques de la population active ; et Bureau australien de la statistique (Australian Bureau of Statistics).

Australie : Demande, production et prix

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
	Prix courants milliards de AUD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2020/2021)				
Australie						
PIB aux prix du marché	1 972.9	5.2	3.7	1.9	1.4	2.1
Consommation privée	1 011.5	5.1	6.4	1.7	1.2	1.9
Consommation publique	450.2	5.4	5.3	0.9	1.0	0.8
Formation brute de capital fixe	442.1	10.6	1.1	0.1	0.8	1.3
Demande intérieure finale	1 903.8	6.4	4.9	1.1	1.0	1.5
Variation des stocks ¹	- 2.6	0.6	0.4	-0.2	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	1 901.1	7.1	5.2	0.9	0.9	1.5
Exportations de biens et services	436.4	-2.1	3.4	9.3	4.5	5.0
Importations de biens et services	364.7	5.6	12.8	4.2	3.0	3.2
Exportations nettes ¹	71.8	-1.5	-1.5	1.6	0.6	0.7
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	5.5	7.9	3.6	3.0	2.7
Indice des prix à la consommation	—	2.8	6.6	5.6	3.4	2.8
IPC sous-jacent ²	—	2.4	5.9	5.9	3.5	2.8
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.1	3.7	3.7	4.1	4.3
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	14.7	8.0	4.3	5.3	5.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-4.8	-1.8	-0.8	-1.2	-1.0
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	63.6	56.6	57.3	58.4	59.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	3.0	1.0	1.8	2.3	2.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors produits alimentaires et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114.

StatLink  <https://stat.link/xfz12t>

La consommation a ralenti, mais le marché du travail reste solide

La croissance économique a ralenti, sur fond de fléchissement de la consommation des ménages, de forte inflation et de durcissement des conditions financières. Néanmoins, le marché du travail reste solide, le ratio emploi/population étant bien supérieur à son niveau d'avant la pandémie. L'investissement public a accéléré, et il semblerait que le nombre de permis de construire délivrés se soit stabilisé ces derniers mois après avoir diminué au cours de l'année écoulée. Bien qu'elle reste élevée, l'inflation a cessé d'augmenter, l'IPC ayant progressé de 5.4 % en glissement annuel au troisième trimestre de 2023. La composante logement a contribué de manière particulièrement importante à l'inflation à la fin de l'année. Les anticipations d'inflation à un an des consommateurs et des responsables syndicaux ont diminué, même si elles restent supérieures à la fourchette de 2-3 % retenue comme objectif par la Banque de réserve d'Australie.

Jusqu'à présent, le ralentissement de l'activité économique chinoise a eu des répercussions limitées sur les exportations australiennes. Si la croissance du secteur immobilier a fléchi, la demande d'exportations de produits pondéreux australiens a été stimulée par la poursuite des investissements dans les infrastructures et le secteur manufacturier en Chine. La demande de charbon thermique australien a également été soutenue au cours de l'année écoulée par la levée des restrictions commerciales chinoises au premier trimestre de 2023.

Le resserrement de la politique monétaire s'est poursuivi et le déficit budgétaire se réduit en 2023

La Banque de réserve d'Australie a décidé à sa réunion de novembre de recommencer à durcir sa politique monétaire et relevé le taux officiel de l'argent au jour le jour de 25 points de base pour le porter à 4.35 % après avoir maintenu son taux directeur inchangé depuis juin 2023. Les projections reposent sur l'hypothèse que le taux au jour le jour sera maintenu à ce niveau restrictif jusqu'à ce que l'inflation reflue clairement vers la fourchette cible, et que le taux directeur sera réduit de 75 points de base entre le troisième trimestre de 2024 et la fin de 2025. Le déficit budgétaire sous-jacent devrait se réduire en 2023, en grande partie sous l'effet de la hausse des recettes fiscales provenant des entreprises et des ménages. La politique budgétaire devrait exercer un léger effet de contraction sur la croissance économique en 2024 et 2025. Le plan d'aide face à l'augmentation des prix de l'énergie (*Energy Price Relief Plan*) du gouvernement du Commonwealth, qui prévoyait un plafonnement des prix de gros du charbon et du gaz et des aides ciblées pour les consommateurs d'énergie, devrait réduire le taux d'inflation globale de $\frac{3}{4}$ point de pourcentage d'ici au deuxième trimestre de 2024.

La croissance économique continuera de ralentir

La croissance économique devrait ralentir, passant de 1.9 % en 2023 à 1.4 % en 2024, avant de rebondir à 2.1 % en 2025. La hausse des taux d'intérêt et l'augmentation du coût de la vie freineront les dépenses des ménages ayant accumulé peu d'épargne et pèseront sur l'investissement dans le logement. Le maintien de la forte croissance de la population d'âge actif et la progression des exportations portée par la poursuite du redressement des arrivées d'étudiants étrangers permettront en partie de neutraliser ces vents contraires. Compte tenu du tassement de la croissance du PIB, le taux de chômage devrait commencer à augmenter pour atteindre 4.4 % en 2025. L'inflation se modérera, grâce à l'atténuation des tensions inflationnistes mondiales, en particulier en ce qui concerne les biens, et devrait refluer d'ici au début de 2025 au niveau de la limite supérieure de la fourchette retenue comme objectif par la banque centrale. Une persistance plus grande des tensions inflationnistes ou un ralentissement plus marqué que prévu en Chine constituent des risques de révision à la baisse de la croissance du PIB.

Des réformes budgétaires peuvent aider à faire face aux coûts du vieillissement

Il convient de mettre en œuvre d'autres réformes budgétaires afin d'améliorer la viabilité des finances publiques, étant donné que les coûts liés au vieillissement de la population et à la transition climatique vont augmenter. On estime que les coûts budgétaires annuels de la santé et des soins de longue durée devraient augmenter de 0.8 point de PIB entre 2023 et 2040. Il faudrait envisager d'accroître les recettes fiscales, par exemple en réduisant les allègements sur les retraites privées et en augmentant les prélèvements au titre de l'imposition sur les biens et services. Des économies sont également possibles sur le front des dépenses, notamment en encourageant la prise en charge des patients dans des structures de soins primaires et en favorisant la mise en place de politiques de prévention en matière de santé. Des réformes structurelles favorisant la croissance économique à moyen terme doivent également être mises en œuvre. L'immigration continuera de jouer un rôle clé sur le marché du travail, mais le profil des immigrants qualifiés doit être mieux adapté à l'évolution des besoins en compétences des différents secteurs, ce qui suppose notamment une utilisation plus judicieuse de données granulaires et actualisées et une meilleure prise en compte des points de vue des employeurs.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/7a5f73ce-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « Australie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/cd4bf3ac-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.